

Du travail à l'autonomie économique

Participation, statut d'emploi, travail non rémunéré
et inclusion financière des femmes, 2005-2025

Woodnalie Joseph, Août 2026

Résumé

Ce rapport mesure la participation économique des femmes à partir de trois sources publiques, les estimations modélisées de l'Organisation internationale du travail relayées par les World Development Indicators, l'indicateur 5.4.1 des Nations unies et la vague 2024 du Global Findex. En 2025, l'écart mondial de taux d'activité entre hommes et femmes atteint 24,1 points. Il s'est réduit de 2,3 points depuis 2005, mais la décomposition par sexe attribue ce resserrement à une baisse du taux masculin de 4,0 points, contre 1,7 point chez les femmes. L'accès à l'emploi ne détermine ni le statut ni le niveau hiérarchique. En Haïti, 83,6 % des femmes en emploi travaillent sans employeur, et la part des femmes dans l'encadrement reste inférieure à leur part dans l'emploi dans cinq des six régions documentées. Sur 135 pays, la corrélation entre taux d'activité féminin et détention d'un compte s'établit à 0,22.

Mots-clés : taux d'activité, statut dans l'emploi, travail non rémunéré, inclusion financière, Haïti.

1. Introduction

Le taux d'activité féminin sert d'indicateur de synthèse à la place économique des femmes. Sa progression est lue comme une amélioration, et sa stagnation comme un retard à combler. Cette lecture repose sur deux hypothèses, et l'indicateur n'établit ni l'une ni l'autre.

La première tient à l'agrégat lui-même. Un écart entre le taux masculin et le taux féminin peut se resserrer de deux façons opposées, par une hausse chez les femmes ou par une baisse chez les hommes, et l'écart seul

ne permet pas de trancher. La seconde porte sur le contenu de l'emploi. Le taux d'activité compte des personnes, sans distinguer un salaire d'un travail familial non rémunéré, ni un poste d'exécution d'un poste de direction.

Ce rapport examine ces deux points, puis étend l'analyse à l'inclusion financière et numérique. Si le travail rémunéré constitue la voie d'accès à l'autonomie économique, la participation des femmes au marché du travail devrait s'accompagner d'un accès à un compte et aux services financiers numériques.

2. Données et méthode

Les taux d'activité, le statut dans l'emploi et la part des femmes dans l'encadrement proviennent des estimations modélisées de l'OIT, diffusées par les World Development Indicators de la Banque mondiale. Leur couverture est quasi complète et leurs agrégats régionaux sont publiés, ce qui autorise la comparaison entre pays et entre régions.

Le temps de travail domestique et de soin non rémunéré vient de l'indicateur 5.4.1 des objectifs de développement durable, produit par la division statistique des Nations unies. Il repose sur des enquêtes emploi du temps, rares et espacées, et ne couvre que 65 pays. La détention d'un compte et les usages numériques viennent de la vague d'enquête 2024 du Global Findex, dont l'intérêt tient à l'unicité de la méthode et de l'année sur l'ensemble des indicateurs.

Ces trois sources ne partagent pas le même découpage régional. La Banque mondiale partitionne le monde en sept régions couvrant tous les niveaux de revenu, le Global

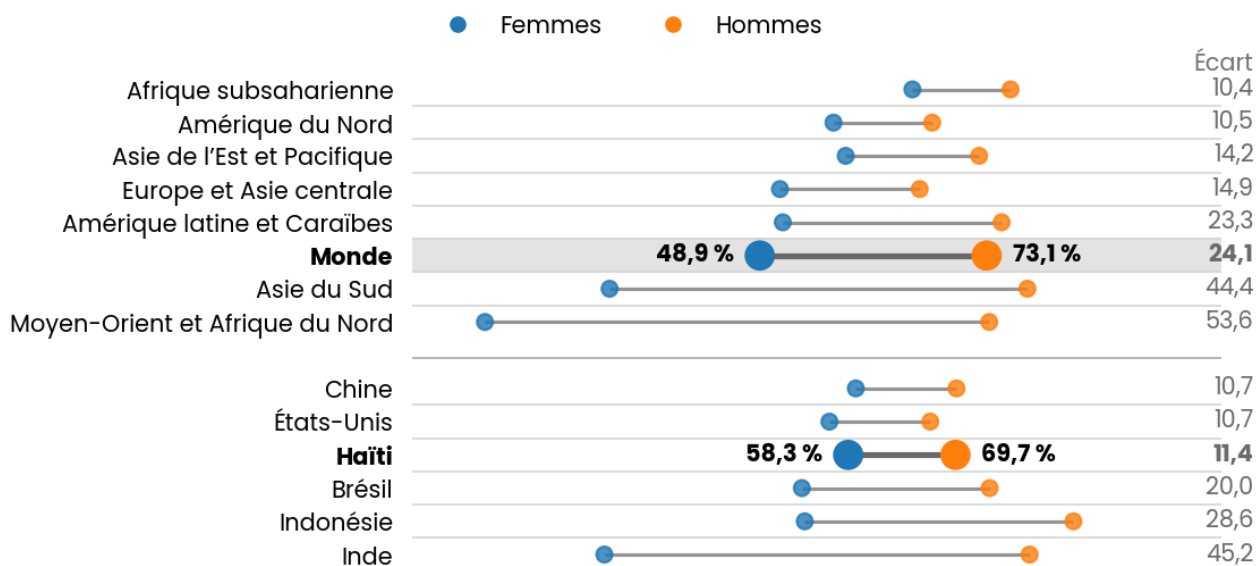


Figure 1. Taux d'activité des femmes et des hommes, en % de la population de 15 ans et plus, monde, régions de la Banque mondiale et pays repères, 2025

Source : Banque mondiale, World Development Indicators, estimations modélisées de l'OIT. Extraction du 28 août 2026.

Note : Les sept régions partitionnent le monde sans recouvrement. Depuis 2025, le Moyen-Orient et Afrique du Nord comprend l'Afghanistan et le Pakistan. Les pays repères sont les cinq où vivent le plus de femmes de 15 ans et plus, auxquels Haïti est ajouté. Les valeurs ne sont portées que sur les deux lignes commentées dans le texte.

Findex retient six régions en développement auxquelles s'ajoute un groupe à revenu élevé, et les Nations unies suivent la nomenclature M49. Aucune figure ni aucun tableau de ce rapport ne mélange deux découpages, et chacun nomme le sien. Le libellé « Amérique latine et Caraïbes » ne recouvre donc pas le même ensemble de pays d'un élément à l'autre.

L'OIT ne diffuse pas d'agrégat régional pour l'encadrement, contrairement aux autres indicateurs mobilisés ici. Le tableau 1 recompose donc chaque région par la médiane non pondérée de ses pays, un pays comptant pour un, et écarte les régions de moins de cinq pays documentés. L'Amérique du Nord en est absente pour cette raison. L'encadrement n'est retenu qu'à partir de 2018, filtre qui ne s'applique pas à la part dans l'emploi. Les deux colonnes ne couvrent donc pas la même fenêtre d'années, ce que la note du tableau chiffre.

Écarts et variations sont calculés sur les valeurs non arrondies, puis arrondis à la première décimale. Soustraire deux valeurs affichées peut donc donner un dixième de point d'écart avec le chiffre publié, ou une minute pour les durées.

3. Participation au marché du travail

3.1. Niveau et dispersion en 2025

En 2025, 73,1 % des hommes de 15 ans et plus sont actifs dans le monde, contre 48,9 % des femmes, soit un écart de 24,1 points de pourcentage.

Cette moyenne recouvre des situations très dissemblables (figure 1). L'écart régional s'étend de 10,4 points en Afrique subsaharienne à 53,6 points au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, un rapport de un à cinq. L'Amérique du Nord suit à 10,5 points, trop près pour que l'ordre des deux compte. Sur

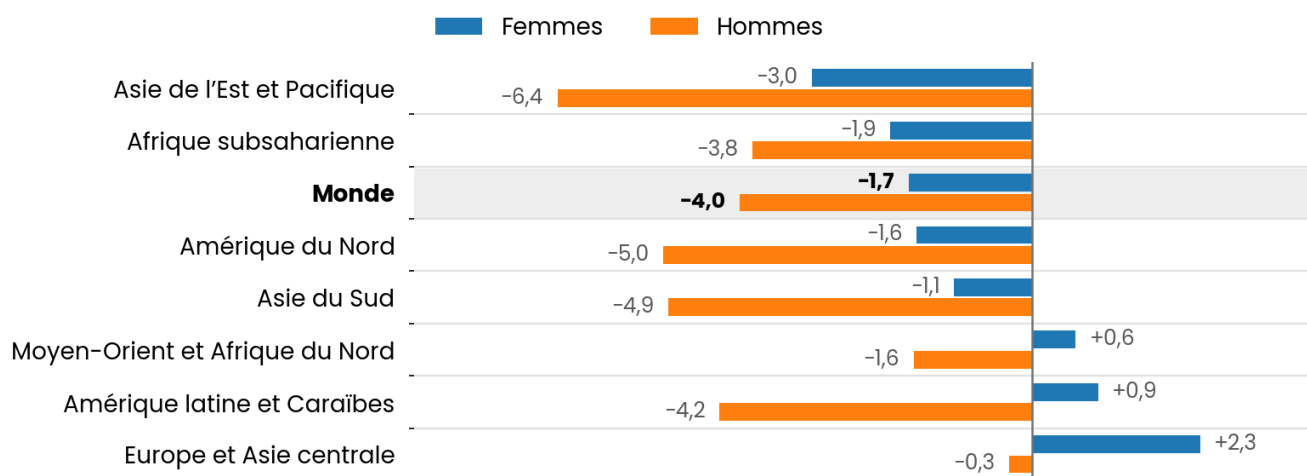


Figure 2. Variation du taux d'activité entre 2005 et 2025, par sexe, en points de pourcentage, monde et régions de la Banque mondiale

Source : Banque mondiale, World Development Indicators, estimations modélisées de l'OIT. Extraction du 28 août 2026.

Note : Depuis 2025, la Banque mondiale rattache l'Afghanistan et le Pakistan au Moyen-Orient et Afrique du Nord, et non plus à l'Asie du Sud. Ses agrégats historiques sont recalculés sur le découpage actuel, ce qui laisse les deux années comparables.

les 182 pays documentés, l'écart médian vaut 14,0 points et le maximum 64,7 points en Afghanistan. Les douze plus grands écarts appartiennent tous au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, qui compte l'Afghanistan et le Pakistan depuis 2025. Deux pays présentent un écart négatif, donc une participation féminine supérieure, le Burundi à -2,5 points et la Moldavie à -0,1 point. L'avantage moldave d'un dixième de point reste sous la précision d'une estimation modélisée; seul le Burundi établit un écart substantiel.

Haïti se place à 11,4 points, parmi les écarts les plus faibles du monde. Un écart faible ne signale pas pour autant un marché du travail plus égalitaire, puisqu'il mesure la différence entre deux taux et non leur niveau. Le Nigéria et Sao Tomé-et-Principe ont tous deux un écart faible pour des marchés opposés. Le premier compte 3,6 points d'écart pour 80,7 % de femmes actives et 84,3 % d'hommes, le second 1,2 point pour 22,7 % et 24,0 %. Un écart de quelques points recouvre donc un marché du travail où presque tout le monde travaille et un marché où presque personne ne tra-

vaille.

3.2. Variation 2005-2025

Sur vingt ans, l'écart mondial est passé de 26,4 à 24,1 points, soit un resserrement de 2,3 points. La décomposition de ce mouvement par sexe en modifie la lecture. Entre 2005 et 2025, le taux d'activité féminin mondial a baissé de 1,7 point et le taux masculin de 4,0 points. Le resserrement de l'écart traduit donc un retrait des hommes du marché du travail plus rapide que celui des femmes, et non une entrée des femmes.

Le schéma mondial se retrouve région par région (figure 2). Le taux d'activité féminin recule dans cinq des huit lignes, et le recul masculin dépasse le mouvement féminin, à la hausse comme à la baisse, dans sept d'entre elles. L'Asie de l'Est et Pacifique enregistre la baisse masculine la plus forte, 6,4 points contre 3,0 points chez les femmes. Le resserrement le plus marqué appartient à l'Amérique latine et Caraïbes, 5,1 points, où

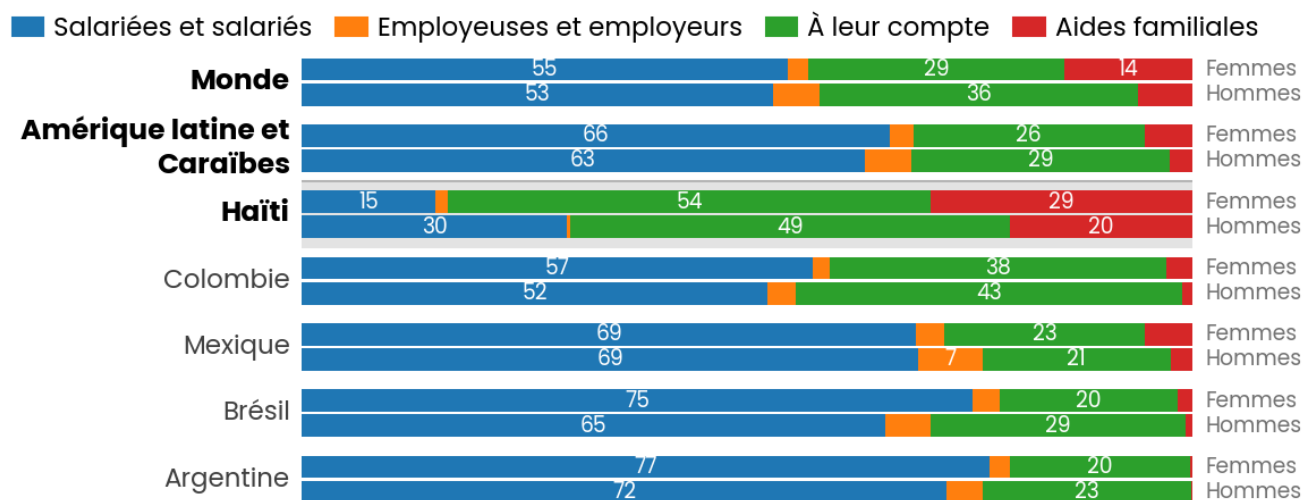


Figure 3. Statut dans l'emploi, en % de l'emploi de chaque sexe, monde, Amérique latine et Caraïbes au sens de la Banque mondiale, et cinq pays, 2025

Source : Banque mondiale, World Development Indicators, estimations modélisées de l'OIT. Extraction du 28 août 2026.

Note : Le travail à son compte se déduit des trois autres statuts. Les pays affichés sont Haïti et les quatre plus peuplés de la région.

les hommes perdent 4,2 points quand les femmes en gagnent 0,9.

L'Europe et l'Asie centrale font seules exception, avec un gain féminin de 2,3 points pour une perte masculine de 0,3 point. C'est la seule région où le resserrement de l'écart provient principalement d'une progression des femmes. En Amérique latine et Caraïbes et au Moyen-Orient et Afrique du Nord, le taux féminin progresse légèrement, de 0,9 et 0,6 point, mais la baisse masculine reste le facteur dominant.

4. Statut dans l'emploi et encadrement

L'entrée sur le marché du travail ne détermine pas le statut qui l'accompagne. La figure 3 décompose l'emploi de chaque sexe selon les quatre catégories de la classification internationale d'après la situation dans la profession.

À l'échelle mondiale, la dissymétrie tient à

une catégorie précise. Les aides familiales représentent 14,4 % de l'emploi féminin et 6,1 % de l'emploi masculin. C'est le seul statut où les femmes sont nettement surreprésentées, et le seul qui ne procure aucun revenu propre.

Haïti forme le cas extrême de l'échantillon, avec 15,0 % de salariées parmi les femmes en emploi, contre 66,0 % en Amérique latine et Caraïbes, soit moins du quart du niveau régional. Les autres se répartissent entre le travail à leur compte, 54,3 %, l'aide familiale non rémunérée, 29,4 %, et le statut d'employeuse, 1,4 %. Au total, 83,6 % des Haïtiennes en emploi travaillent sans employeur, donc sans contrat, sans salaire régulier et sans protection attachée à l'emploi. Chez les Haïtiens, la proportion tombe à 69,9 %, soit 13,7 points de moins.

Le passage de l'emploi à l'encadrement fait apparaître une seconde perte. Aucune région n'atteint la parité dans les postes d'encadrement (tableau 1). Le maximum, 41,9 %, revient à l'Amérique latine et Caraïbes, la

seule région où la part des femmes dans l'encadrement égale à peu près leur part dans l'emploi. En Afrique subsaharienne, les femmes occupent 47,7 % des emplois et 28,3 % des postes d'encadrement, un écart de 19,3 points.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord s'écartent de ce schéma, avec une part féminine de l'encadrement de 22,3 % pour une part de l'emploi de 18,8 %, la plus basse des six régions. Son signe tient à peu de chose, 3,6 points entre deux médianes calculées séparément et souvent à des années différentes. Ce résultat est compatible avec un effet de sélection. Dans une région où les femmes représentent moins d'un cinquième des personnes en emploi, celles qui y accèdent forment un groupe particulier, plus diplômé et plus urbain que la moyenne. Les données mobilisées ici ne permettent pas de tester cette interprétation, qui demanderait une ventilation par niveau de diplôme.

Tableau 1. Part des femmes dans l'emploi et dans l'encadrement, en %, régions de la Banque mondiale, médianes des pays documentés, 2018-2025

Région	<i>n</i>	Emploi	Encadr.	Écart
Amérique latine et Caraïbes	19	42,3	41,9	-0,4
Europe et Asie centrale	41	46,9	36,0	-10,9
Asie de l'Est et Pacifique	18	45,5	35,7	-9,8
Afrique subsaharienne	30	47,7	28,3	-19,3
Moyen-Orient et Afr. du Nord	11	18,8	22,3	+3,6
Asie du Sud	5	32,6	15,5	-17,1

Source : Banque mondiale, World Development Indicators, estimations de l'OIT. Extraction du 28 août 2026.

Note : *n* est le nombre de pays documentés. Les deux parts sont des médianes calculées séparément et l'écart est leur différence, en points de pourcentage; la médiane des écarts pays par pays donnerait +0,9 en Amérique latine et Caraïbes. Sur 125 pays, 31 ont leurs deux valeurs la même année, 56 à un an d'écart et 38 à deux ans ou plus. Depuis 2025, le Moyen-Orient et Afrique du Nord comprend l'Afghanistan et le Pakistan, ce qui abaisse sa part féminine de l'emploi. L'Amérique du Nord, sous cinq pays documentés, n'est pas retenue.

5. Travail domestique et de soin non rémunéré

Les sections précédentes reposent sur une convention statistique selon laquelle le travail est l'activité rémunérée. L'indicateur 5.4.1 mesure la part de la journée consacrée au travail domestique et de soin non rémunéré, activité que cette convention laisse hors du champ.

L'écart entre sexes atteint au minimum 1 h 49 par jour dans les sept régions documentées, et 3 h 51 en Afrique du Nord et Asie occidentale, où les femmes consacrent 4 h 51 par jour au travail non rémunéré contre 59 minutes pour les hommes (figure 4). En Amérique latine et Caraïbes, il atteint 2 h 41, pour 4 h 33 chez les femmes et 1 h 52 chez les hommes.

L'Europe et l'Amérique du Nord affichent le deuxième écart le plus faible, 1 h 54, sans que cela tienne à une charge féminine allégée. Les femmes y consacrent 4 h 09 par jour au travail non rémunéré, à 48 minutes du maximum de l'échantillon. Ce sont les hommes qui s'en rapprochent, avec 2 h 15 contre 59 minutes en Afrique du Nord et Asie occidentale.

Ces durées se soustraient au temps disponible pour un emploi. De 3 h 27 à 4 h 56 par jour selon la région, elles représentent pour les femmes l'équivalent de 24 à 35 heures par semaine accomplies avant toute activité rémunérée. La contrainte pèse davantage sur les emplois qui exigent de la disponibilité, des déplacements ou des horaires étendus, dont les postes d'encadrement examinés en section 4. Les données présentées ici établissent la coexistence des deux faits, sans permettre d'estimer un effet causal.

6. Inclusion financière et numérique

Reste l'hypothèse selon laquelle le travail rémunéré ouvre l'accès aux services financiers. Le croisement du taux d'activité féminin et

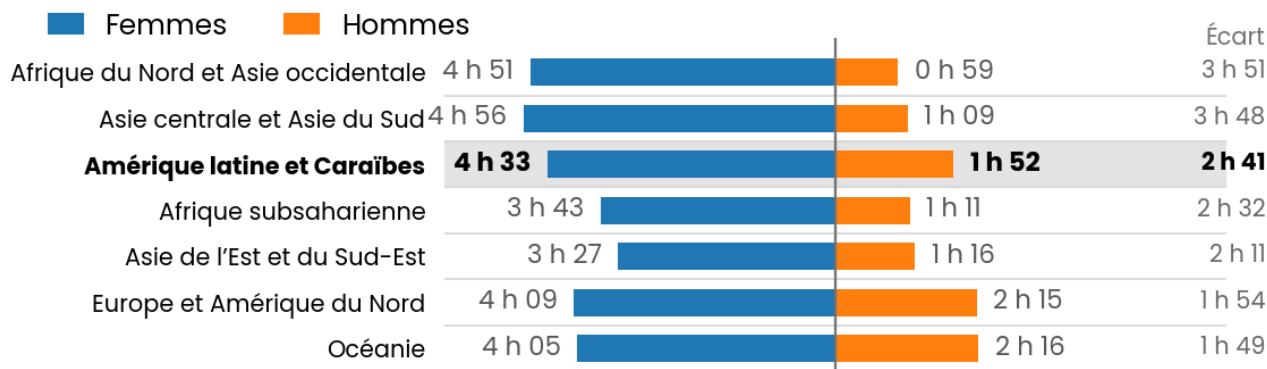


Figure 4. Temps de travail domestique et de soin non rémunéré, en heures par jour, population de 15 ans et plus, régions des ODD, 2025

Source : Nations unies, base de données des indicateurs des ODD, indicateur 5.4.1. Extraction du 28 août 2026.

Note : Le découpage régional est celui de la nomenclature M49 des Nations unies, et ne correspond ni à celui des figures 1 à 3 et du tableau 1, ni à celui du tableau 2. Haïti ne fait pas partie des 65 pays documentés. L'année 2025 est le millésime que les Nations unies donnent à ces agrégats, non une année d'enquête; les observations nationales vont de 2000 à 2024, là où les figures 1 à 3 sont de vraies estimations pour 2025.

du taux de détention d'un compte par les femmes, sur les 135 pays documentés dans les deux sources, donne une corrélation de Pearson de 0,22. L'association est faible.

Cette corrélation est calculée entre pays et ne décrit pas la relation à l'intérieur de chacun d'eux, où une femme qui travaille est plus souvent bancarisée qu'une femme sans emploi. Le résultat concerne le pouvoir prédictif

du taux d'activité féminin agrégé, et non l'effet individuel du travail. Conclure de l'un à l'autre constituerait une erreur écologique.

Ce qui ordonne la détention d'un compte est le niveau de revenu du pays, non le travail des femmes. La participation féminine médiane suit un U asymétrique selon le revenu, son point haut à gauche, avec 61,9 % dans les pays à faible revenu, puis 48,4 % et

Tableau 2. Écart femmes-hommes sur cinq indicateurs financiers et numériques, en points de pourcentage, population de 15 ans et plus, régions du Global Findex, 2024

Région ou groupe	Téléphone	Compte	Institution	Usage num.	Épargne
Afrique subsaharienne	-8,7	-12,1	-11,0	-11,9	-10,8
Asie du Sud	-27,5	-5,0	-2,5	-19,1	-8,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-6,5	-14,5	-11,8	-11,9	-10,6
Asie de l'Est et Pacifique	+0,1	+0,3	+0,1	-0,7	-1,8
Amérique latine et Caraïbes	-0,8	-8,0	-8,3	-9,0	-12,5
Europe et Asie centrale	-3,3	-8,1	-8,1	-12,9	-8,9
Pays à revenu élevé	-0,8	-0,8	-0,8	n. d.	n. d.
Monde	-7,8	-4,2	-3,7	n. d.	n. d.

Source : Banque mondiale, Global Findex 2025, vague d'enquête 2024. Extraction du 28 août 2026.

Note : Les colonnes désignent la possession d'un téléphone mobile, la détention d'un compte en banque ou en argent mobile, la détention d'un compte en institution financière, l'usage numérique du compte et l'épargne sur un compte. Une valeur négative signale un taux féminin inférieur au taux masculin. Les six régions du Global Findex ne couvrent que les pays en développement, d'où la ligne distincte pour les pays à revenu élevé. L'API ne renvoie pas les deux derniers indicateurs pour ce groupe ni pour le monde.

51,6 % dans les deux tranches intermédiaires et 55,5 % dans les pays à revenu élevé. La détention d'un compte croît au contraire à chaque échelon, de 41,6 % à 51,4 %, 65,2 % puis 96,9 %. Haïti se situe à 62,0 % de femmes actives pour 30,0 % de femmes détenant un compte, deux valeurs de 2017, année de sa dernière enquête Findex.

Le volet numérique donne un résultat convergent. Sur les 36 mesures disponibles du tableau 2, 33 placent les femmes en retard. L'écart le plus fort porte sur la possession d'un téléphone mobile en Asie du Sud, à 27,5 points. Le retard se reproduit à chaque étape de la chaîne, de la possession d'un téléphone à la détention d'un compte, puis à son usage numérique et à l'épargne. Les seules valeurs positives, en Asie de l'Est et Pacifique, ne dépassent pas 0,3 point, quand le retard médian des 33 mesures en défaveur des femmes atteint 8,3 points.

Le groupe à revenu élevé se distingue, avec un écart de 0,8 point sur les trois indicateurs publiés. Cette régularité rejoint le résultat de la corrélation. Dans ces données, la fermeture des écarts financiers et numériques est associée au niveau de revenu du pays plus étroitement qu'à la participation des femmes à son marché du travail.

7. Limites

7.1. Des estimations modélisées

Les taux d'activité, les statuts et l'encadrement proviennent d'estimations de l'OIT qui interpolent entre enquêtes nationales. Elles autorisent la comparaison entre pays, mais un écart de faible amplitude entre deux pays ou deux dates peut relever du modèle autant que de la mesure.

7.2. Une couverture haïtienne partielle

Haïti est documenté dans les figures 1 et 3, les seules qui descendent au pays. Aucune donnée haïtienne n'existe pour la part des femmes dans l'encadrement, pour le temps de travail non rémunéré ni pour les indicateurs numériques. Sa dernière enquête Findex date de 2017, ce qui interdit de comparer sa valeur aux agrégats régionaux de 2024 sans réserve explicite.

7.3. Des mesures ponctuelles

L'indicateur 5.4.1 repose sur des enquêtes emploi du temps rares, et les 65 pays documentés ne se répartissent pas uniformément entre régions. Le Global Findex fournit une seule vague, ce qui rend ses lignes comparables entre elles mais interdit toute lecture d'évolution.

7.4. Aucune ventilation infranationale

Les trois sources s'arrêtent au pays ou à la région. Les écarts entre milieu urbain et rural, entre niveaux de diplôme et entre classes d'âge, qui structurent la participation féminine, restent hors du champ de ce rapport.

8. Conclusion

La progression du taux d'activité féminin ne suffit pas à établir une progression de l'autonomie économique des femmes, pour trois raisons distinctes.

Le resserrement de l'écart mondial tient d'abord au retrait des hommes. L'accès à l'emploi ne commande ni le statut, puisque les femmes restent concentrées dans les catégories sans revenu propre, ni le niveau hiérarchique. Le taux d'activité féminin agrégé, enfin, ne prédit pas l'accès au compte ni aux outils financiers numériques, plus étroitement liés au revenu du pays.

S'y ajoute le travail domestique et de soin non rémunéré, qui occupe de 1 h 49 à 3 h 51 de plus par jour chez les femmes que chez les hommes, y compris dans les régions les plus riches. Toute mesure qui ignore ce temps décrit une fraction de l'activité des femmes.

Sources et reproduction

Bases de données

Banque mondiale, World Development Indicators. Estimations modélisées de l'Organisation internationale du travail, base ILOSTAT, relayées par les WDI. API <https://api.worldbank.org/v2>.

Banque mondiale, Global Findex. Vague d'enquête 2024, publiée en 2025. Source 28 de la même API.

Nations unies, base des indicateurs des ODD. Division statistique, indicateur 5.4.1, série SL_DOM_TSPD. API <https://unstats.un.org/sdgap/v1/sdg>.

Indicateurs mobilisés

Élément	Code	Mesure
Figures 1 et 2	SL.TLF.CACT.FE.ZS SL.TLF.CACT.MA.ZS	Taux d'activité des 15 ans et plus, par sexe
Figure 3	SL.EMP.WORK.{FE,MA}.ZS SL.EMP.MPYR.{FE,MA}.ZS SL.FAM.WORK.{FE,MA}.ZS	Salariat, statut d'employeur et aide familiale, en % de l'emploi. Le travail à son compte se déduit des trois autres, et SL.EMP.SELF sert de contrôle
Tableau 1	SL.EMP.SMG.T.FE.ZS SL.EMP.TOTL.SP.{FE,MA}.ZS SP.POP.TOTL.{FE,MA}.IN SP.POP.0014.{FE,MA}.IN	Part des femmes dans l'encadrement. La part des femmes dans l'emploi se reconstitue à partir du ratio emploi-population et de la population de 15 ans et plus
Figure 4	SL_DOM_TSPD	Part de la journée consacrée au travail domestique et de soin non rémunéré, par sexe
Tableau 2 et section 6	con1 account.t.d fiaccount.t.d dig.acc fin17a.17a1.d	Téléphone mobile, compte en banque ou en argent mobile, compte en institution financière, usage numérique du compte, épargne sur un compte. Le suffixe .1 désigne les femmes, .2 les hommes

Découpages régionaux

Les figures 1 à 3 et le tableau 1 suivent les sept régions de la Banque mondiale, le tableau 2 les six régions du Global Findex complétées par un groupe à revenu élevé, et la figure 4 la nomenclature M49 des Nations unies. La section 2 dit en quoi ces trois découpages sont incompatibles.

Reproduction

Scripts, données et source de ce document sont réunis dans github.com/nah-yah/femmes_autonomie_economique, auquel se rapportent les chemins ci-dessous. `Data/fetch_donnees.py` télécharge l'ensemble des séries et n'écrase pas un CSV déjà présent, ce qui permet de reprendre une collecte interrompue. Les CSV sont versionnés, car la collecte complète demande une trentaine de minutes. Chaque script de `Drafts/` produit sa figure et imprime le tableau des valeurs tracées, ce qui rend vérifiable ligne à ligne tout chiffre porté par une figure ou un tableau, et trois d'entre eux s'interrompent si les données cessent de soutenir leur titre. Les chiffres de couverture cités en note, comme la ventilation des années du tableau 1, se recalculent depuis les CSV sans sortir d'un script. `Drafts/figures_rapport.py` produit les quatre figures dans `../Exports/rapport/`, en appelant `figure_variation.py` pour la figure 2. Le détail des périmètres et des trous de couverture figure dans le `README.md` du dépôt.

Extraction des trois sources le 28 août 2026. Composition du document sous XeLaTeX.